

Produits reconditionnés et indice de durabilité : les clés pour réussir dans l'économie circulaire

En 2025, la transition vers une économie plus circulaire et responsable s'accélère. La DGCCRF a récemment publié des fiches pratiques pour encadrer la **vente de produits reconditionnés** et **introduire l'indice de durabilité**, remplaçant l'indice de réparabilité. Pour les professionnels du secteur, ces changements représentent à la fois des **obligations** et des **opportunités** : renforcer la confiance des clients, se différencier face à la concurrence, et s'inscrire dans une démarche durable.

Des règles strictes pour les produits reconditionnés

Les produits reconditionnés – smartphones, équipements électriques, appareils électroniques – doivent désormais être **testés, réparés et vendus avec une garantie légale de deux ans** (voir encadré ci-dessous). La DGCCRF a contrôlé 340 établissements en 2024, révélant des manquements fréquents sur l'information des garanties, l'état réel des produits et l'effacement des données.



Pour nos professionnels, cela signifie une **vigilance accrue** : vérifier la conformité des produits, informer clairement les clients, et mettre en avant leur savoir-faire pour se démarquer. Les **fiches pratiques de la DGCCRF** ([que vous pouvez retrouver sur le site de FEDELEC](#)) sont des outils précieux pour garantir une conformité irréprochable et rassurer les consommateurs.

L'indice de durabilité : un nouvel atout pour conseiller les clients

Depuis janvier 2025, l'**indice de durabilité** évalue la longévité, la fiabilité et l'évolutivité logicielle des équipements électriques et électroniques. Cet indice permet aux professionnels d'**orienter les clients vers des produits conçus pour durer**, tout en valorisant leur rôle de conseiller.

Pour nos entreprises, c'est l'occasion de **mettre en avant les produits les mieux notés** et d'anticiper les attentes des consommateurs, de plus en plus sensibles à la durabilité.

Un engagement collectif pour une filière responsable

L'enjeu est double : se conformer à la réglementation tout en **valorisant l'expertise des artisans électroniciens**, acteurs clés de l'économie circulaire. Face aux géants du e-commerce, les professionnels du secteur ont tout à gagner à s'engager dans cette voie, en proposant des solutions durables et transparentes.

La garantie légale de conformité : Deux ans de protection, une différence de preuve

La **garantie légale de conformité** est un droit fondamental pour tout acheteur, qu'il s'agisse d'un produit **neuf** ou **reconditionné** (considéré comme un bien d'occasion). Régie par les **articles L217-3 et suivants du Code de la consommation**, elle protège l'acheteur contre tout **défaut de conformité** existant au moment de la délivrance du bien, lui permettant d'exiger la **réparation** ou le **remplacement** du produit.

Pour les professionnels du reconditionnement, il est crucial de garantir que leurs **processus de test et de remise en état** justifient la qualité du produit, car la loi impose une **garantie de deux ans** pour l'ensemble du marché.

Attention à la charge de la preuve :

- **Pendant les 12 premiers mois**, le défaut est **présumé exister** au moment de la vente.
- **Après 12 mois** (et jusqu'à la fin de la garantie de 2 ans), la charge de la preuve est **inversée** : c'est au consommateur de prouver que le défaut existait **au moment de l'achat**.

Cette règle, issue de l'**Ordonnance de 2021**, vise à équilibrer la protection du consommateur avec les spécificités des produits de seconde main, en exigeant du consommateur qu'il justifie l'antériorité du défaut durant la **deuxième année de garantie**.

Retrouvez notre article complet et les fiches de la D.G.C.C.R.F. sur notre site :
<https://www.fedelec.fr/produits-reconditionnes-et-indice-de-durabilite-la-dgccrf-renforce-la-transparence-pour-des-achats-plus-responsables/>

